

1 Infirmier(ère) diplômé(e) d'état

Référence : 3134-24-0812/SR du 19/04/2024



Employeur : Centre Hospitalier Territorial

Corps /Domaine : Infirmier diplômé d'état/ Statut particulier des personnels paramédicaux

Direction de la Coordination des Soins

Lieu de travail : Médipôle Koutio

Durée de résidence exigée pour le recrutement sur titre ⁽¹⁾ : inférieure à 3 ans

Date de dépôt de l'offre : vendredi 19 avril 2024

Poste à pourvoir : susceptible d'être vacant

Date limite de candidature : Vendredi 10 mai 2024

Détails de l'offre : Unité médico judiciaire de proximité (UMJ)

Emploi RESPNC : Infirmier (ère) diplômé(e) d'état

Missions :

Le service de médecine légale a pour mission d'assurer des consultations de victimologie et des examens médicaux sur réquisition, à la demande des autorités judiciaires (parquet, police, gendarmerie) concernant des personnes mineures ou majeures. Les actes effectués peuvent être liés à l'activité de thanatologie (autopsie médico-légale, levée de corps, examen de corps).

A ce titre, l'infirmier participe à l'organisation et au déroulement des activités au sein de l'unité. Dans ce cadre, il accompagne notamment les personnes accueillies dans leur parcours au sein de l'unité, réalise l'accueil, la consultation préparatoire d'entretien. Il contribue également à l'information et à l'orientation des personnes. Il sera amené à planifier les activités en lien avec les médecins du service et les autorités judiciaires, en collaboration avec le secrétariat de l'unité, de façon à rendre la prise en charge au sein du service de médecine légale fluide et adaptée aux besoins des personnes et à leur situation. Enfin il devra assurer les soins requis en garantissant leur qualité et sécurité. Il assiste le médecin lors de la consultation.

Activités principales :

❖ Contribuer à l'accueil :

- Assurer l'accueil physique et téléphonique des victimes consultantes, des forces de l'ordre, des personnes gardées à vue, des partenaires extérieurs...
- Planifier la prise de RDV
- Planifier les autopsies en lien avec les médecins et les forces de l'ordre
- Consultation préparatoire de victimes ou d'auteur
- Assurer la prise en charge des accompagnants des victimes si besoin (enfants)
- Effectuer les commandes du matériel nécessaire pour les consultations des victimes, des personnes gardées à vue, pour les examens externes de corps et pour les autopsies.

❖ Assurer les soins :

- Relevant de son rôle propre :
 - Recueil des observations susceptibles de concourir à la connaissance de l'état de santé de la personne et appréciation des principaux paramètres servant à sa surveillance, chez les victimes ou les personnes gardées à vue
 - Recueil des données biologiques obtenues par des techniques à lecture instantanée
 - Entretien d'accueil privilégiant l'écoute de la personne avec orientation si nécessaire
 - Aide et soutien psychologique
- Relevant du rôle sur prescription :
 - Prélèvement sanguin, urinaire, suivi des résultats et transmissions des résultats aux médecins

- Administration de traitements prescrits par le médecin ;
- Pansements et gestes techniques courants de soins infirmiers ;
 - ❖ **Contribuer aux consultations en assistant le médecin légiste lors de :**
- Evaluation et documentation des blessures des patients ;
- Identification et conservation des preuves ;
- Rassemblement des preuves pertinentes auprès des victimes et des auteurs ;
- Prélèvement des échantillons de sang, de tissus et de sperme dans les conditions appropriées aux scellés judiciaires ;
- Manipulation des preuves recueillies, conservation des dites preuves ;
- Gestion du traumatisme émotionnel et de la peur de la victime ;
- Repérage des situations à risque de passage à l'acte suicidaires et de syndrome post-traumatique afin que des mesures en conséquence soient prises ;
- Photographies médico légales ;
- Participer aux consultations avec les médecins pour les victimes de violences sexuelles, les victimes mineures, les personnes gardées à vue, ou à la demande spécifique du médecin.

Activités secondaires :

- Participer à la coordination des interventions ;
- Contribuer à l'information et orientation des victimes / familles ;
- Participer à la réalisation d'études et de travaux de recherche de veille professionnelle ;
- Participer à des groupes de travail ;
- Participer aux réunions de service.

Caractéristiques particulières de l'emploi :

- Connaissances des procédures judiciaires, capacité à suivre et respecter une procédure judiciaire
- Modalités de prise en charge des victimes
- Connaissances anatomiques solides et maîtrise du vocabulaire médical
- Connaissance en pédiatrie, en gynécologie et en psychiatrie
- Aptitude à travailler avec différents niveaux d'interlocuteurs (directeurs, encadrants, procureur de la République, organismes externes, ...)
- Réactivité, aptitude à prendre des décisions / des initiatives dans un périmètre sécurisé de compétences et à en rendre compte
- Capacité à rédiger des informations relatives à son domaine d'intervention pour assurer un suivi et une traçabilité (prélèvements médico-légaux ...)
- Capacité à suivre et respecter une procédure judiciaire.

Profil du candidat

Savoir / Connaissance/Diplôme exigé :

- Diplôme d'Etat infirmier(ère)
- AFGSU 2
- Référentiel de compétences métier
- Prise en charge des victimes
- Hygiène hospitalière
- Outils de démarche qualité.

Savoir-faire :

- Réaliser des soins infirmiers et des activités adaptés aux situations en conformité avec les protocoles d'hygiène et les règles de bonnes pratiques
- Travailler en équipe pluridisciplinaire / en réseau
- Capacité à rendre compte et à être force de proposition
- Adopter une posture professionnelle et éthique de neutralité pour mettre à distance ses propres représentations et émotions afin de se rendre disponible dans la relation avec les victimes comme avec les personnes mises en cause (patience, écoute, discrétion, sollicitude, empathie ...)
- Savoir établir une relation sécurisante et de confiance avec les victimes tout en étant capable de maintenir une posture professionnelle
- Capacité de conseil et d'orientation
- Pédagogie, diplomatie dans la réponse apportée aux interlocuteurs

- Capacité à gérer la charge émotionnelle
- Traiter et résoudre des situations agressives et conflictuelles
- Gérer son temps, faire preuve d'organisation et de méthode.

Comportement professionnel :

- Ethique et déontologie
- Sens du service public
- Adaptabilité et disponibilité
- Discrétion et rigueur
- Relationnel adapté
- Respect du secret d'instruction
- Loyauté, intégrité, non jugement, neutralité, ouverture d'esprit, respect, honnêteté
- Sens des responsabilités
- Dynamisme et sens du travail en équipe
- Sens de la planification et de l'organisation
- Respect du secret professionnel et du droit de réserve
- Respect de la hiérarchie.

Contact et informations complémentaires :

Pour toutes informations supplémentaires, veuillez contacter Nathalie CHEVALIER
Cadre supérieur de santé - tél: 20.80.00 poste 8048 / [mail: nathalie.chevalier@cht.nc](mailto:nathalie.chevalier@cht.nc)

POUR RÉPONDRE À CETTE OFFRE

Les candidatures (**CV détaillé, lettre de motivation, photocopie des diplômes, fiche de renseignements et demande de changement de corps ou cadre d'emplois si nécessaire⁽²⁾**) précisant la référence de l'offre doivent parvenir à la Direction des Ressources Humaines/Recrutement par :

- Voie postale : BP J5-98849 - Nouméa cedex
- Dépôt physique : Direction des Ressources Humaines- Cellule recrutement - CHT
- Mail : recrutement@cht.nc

⁽¹⁾Vous trouverez la liste des pièces à fournir afin de justifier de la citoyenneté ou de la durée de résidence dans le document intitulé "Notice explicative : pièces à fournir pour justifier de votre citoyenneté ou de votre résidence" qui est à télécharger directement sur la page de garde des avis de vacances de poste sur le site de la DRHFPNC.

⁽²⁾La fiche de renseignements et la demande de changement de corps ou cadre d'emploi sont à télécharger directement sur la page de garde des avis de vacances de poste sur le site de la DRHFPNC.

Toute candidature incomplète ne pourra être prise en considération.

Les candidatures de fonctionnaires doivent être transmises sous couvert de la voie hiérarchique